



COMMENTAIRE DE JURISPRUDENCE NUMÉRIQUE APERÇU MENSUEL, JUIN 2016, VOL. 61

Des expertes et experts renommé(e)s commentent la
jurisprudence actuelle de manière précise et exacte.

DIRITTO CONTRATTUALE

Bindungswirkung einer Schiedsklausel vor Abschluss des Hauptvertrags

Flavio Langenegger / Markus Vischer

Mit Verweis auf den Grundsatz der Autonomie der Schiedsvereinbarung hat das Bundesgericht in seinem Urteil 4A_84/2015 vom 18. Februar 2016 die Zuständigkeit eines Schiedsgerichts bestätigt, obwohl der Hauptvertrag, der die Schiedsklausel enthielt, nicht zustande gekommen ist.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral 4A_84/2015 du 18 février 2016, destiné à publication
Publié le 28 juin 2016

DIRITTO DEL LAVORO

Evaluation d'un certificat médical. Jugement pénal

Olivier Subilia

Conditions auxquelles le juge civil peut s'écarter non seulement d'un certificat médical mais d'une expertise. Le fait que le travailleur et son médecin n'aient pas été condamnés pour faux certificat médical n'empêche pas de considérer au civil le certificat comme dépourvu de valeur.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral 4A_276/2014 du 25 février 2015
Publié le 14 juin 2016

Fonction publique. Absence de forclusion

Olivier Subilia

Le fonctionnaire qui recourt exclusivement contre son licenciement et obtient une décision définitive à ce propos n'est pas forclus à réclamer par la suite un paiement à raison de la maladie survenue postérieurement au licenciement ou un certificat de travail.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral 8C_116/2014 du 03 mars 2015
Publié le 14 juin 2016

Certificat médical fondé sur les déclarations du patient

Olivier Subilia

Le juge peut s'écarter d'un certificat de travail en particulier lorsque le médecin, pour l'établir, ne s'est fondé que sur les déclarations de son patient.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral 8C_663/2014 du 10 juillet 2015
Publié le 14 juin 2016

Valeur litigieuse en cas de modification des conclusions

Olivier Subilia

Effets d'une réduction des conclusions à différents stades de la procédure sur la validité de l'autorisation de procéder.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [4A_509/2015](#) du 11 février 2016
Publié le 14 juin 2016

Fonction publique. Qualification du rapport juridique

Olivier Subilia

Application stricte du Code des obligations au rapport juridique liant une corporation de droit public à un employé qui exécute une tâche objectivement d'intérêt public mais revêtant pour l'employé un caractère accessoire.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [8C_227/2014](#) du 18 février 2015
Publié le 14 juin 2016

Contrat mixte de bail et d'engagement de droit public

Olivier Subilia

Lorsqu'un rapport de travail de droit public est lié à un contrat de bail (en l'espèce, contrat de conciergerie avec un logement de fonction) et que le rapport le plus important (en raison de la comparaison des contres-prestations financières des deux contrats) est le rapport de droit public, le juge saisi de la contestation de la résiliation du rapport de droit public statue sur la validité de la résiliation du contrat de bail sans égard aux règles spécifiques du droit du bail, in casu celles sur le logement de famille.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [8C_621/2014](#) du 04 février 2015
Publié le 14 juin 2016

DIRITTO IN MATERIA DI ENERGIA

Zur Konkurrenz um Wassernutzungskonzessionen

Martin Beyeler

Zum ersten Mal seit der WRG-Revision von 1. Juli 2012 äussert sich das Bundesgericht zum Verfahren der Verleihung von Wassernutzungskonzessionen, insbesondere zur Tragweite der Wirtschaftsfreiheit sowie des Nichtdiskriminierungs- und des Transparenzgebots in Situationen, in denen mehrere Interessenten um eine Konzession wetteifern. Konkreter Anlass des Beschwerdeverfahrens war eine abstrakte Normenkontrolle bezüglich der neuen Verordnung des Kantons Uri über die Nutzung der Kantongewässer.

Commentaire de l'arrêt du : Tribunal fédéral [2C_689/2015](#) du 31 mars 2016, destiné à publication
Publié le 28 juin 2016

Les nouveautés juridiques les plus récentes sont résumées
pour vous dans les Blogs.

CARTELLI

Auskunftsrecht nach URG 62 I; Nachweis einer Verletzung oder Gefährdung als Voraussetzung des Auskunftsrechts

David Vasella

DIRITTI IMMATERIALI

Werkcharakter eines Wohnhauses bejaht, hier aber keine Entstellung (URG 11 II) durch spätere Änderung

David Vasella

DIRITTO AMMINISTRATIVO

Rechtmässigkeit eines gesetzlichen Vorkaufsrechts für die Erstellung gemeinnütziger

Wohnungen (amtl. Publ., frz.)

Fabian Klaber

Öffentlichkeitsprinzip und Liste der Anzahl Amtshilfesuche im Steuerbereich (amtl. Publ.)

Fabian Klaber

Wer Grundstück wissentlich und gegen Entgelt für potenziell umweltgefährdende Nutzung zur Verfügung stellt, ist Verhaltensstörer / Erbenhaftung abgelehnt (amtl. Publ.)

Fabian Klaber

DIRITTO DELLE OBBLIGAZIONI / CONTRATTO DI DIRITTO (SENZA LOCAZIONE E LAVORO)

Anwendbares Recht zur Frage der gehörigen Ladung gemäss Art. 27 Abs. 2 lit. a IPRG (amtl. Publ.)

Roland Bachmann

La qualification du bonus en cas de rémunération très élevée

Camilla Jacquemoud

La motivation de l'augmentation du loyer liée à des travaux de plus-value

Julien Francey

DIRITTO INTERNAZIONALE PRIVATO

Swiss Supreme Court confirms CAS award in dispute between Brazilian soccer player and Portuguese football club

Nathalie Voser / Jörn Eschment

Petitioner must demonstrate current interest in having award set aside (Swiss Supreme Court)

Nathalie Voser / Elisabeth Leimbacher

Enforcing parties' agreement to one round of written submissions does not violate right to be heard (Swiss Supreme Court)

Philippe Bärtsch

Le droit à la réplique en arbitrage international (art. 182 al. 3 LDIP)

Célian Hirsch

DIRITTO PENALE

L'extradition d'un fonctionnaire de la FIFA

Emilie Jacot-Guillarmod

L'indemnisation du dommage causé par une procédure pénale

Simone Schürch

Entschädigung im Strafverfahren für Stellenverlust?

Andreas Dudli

DIRITTO SUCCESSORIO

Testamentarische Erklärung des berufsvorsorgerechtlichen Begünstigungswillens (amtl. Publ.)

Roland Bachmann

de domaines juridiques. Les commentaires des experts font l'objet d'une évaluation par les pairs qui, réalisée par une rédaction renommée, permet de garantir un niveau de qualité élevé.

Outre les commentaires d'experts, le CJN abrite également des articles de blog. La responsabilité de ces articles incombe aux auteurs et propriétaires des blogs - [Liste des blogs](#)

Le CJN est proposé individuellement et dans le cadre du portail d'informations et de recherches Push-service des arrêts. Les commentaires peuvent être cités par une proposition de citation et des notes marginales.

Statistique :

Abonnés au "Commentaires de jurisprudence numérique (CJN)" : 3923

Informations et **impressum** :

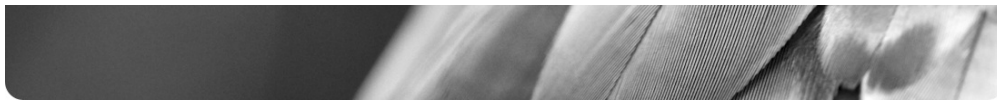
info@weblaw.ch | T +41 31 380 57 77

ISSN 1663-9995, Editions Weblaw.

Inscription et changement d'adresse : Login à <https://register.weblaw.ch>. En suivant les onglets «Modifier ses données personnelles» et ensuite «Adresse mail» il est possible de changer son adresse e-mail ou d'annuler l'abonnement à la newsletter du Push-Service des arrêts.

Prière de ne pas répondre à cet e-mail. Si vous désirez prendre contact avec nous, veuillez utiliser les données de contact indiquées.

<https://cjn.weblaw.ch>



Weblaw SA | Schwarztorstrasse 22 | 3007 Berne
T +41 31 380 57 77 | F +41 31 380 57 78 | info@weblaw.ch

